



Association pour la protection
des animaux sauvages



INTERDIRE LA CHASSE CHEZ SOI CREER UN REFUGE ASPAS



Alors que la biodiversité est en chute libre, la vie sauvage continue d'être sacrifiée au profit des intérêts économiques. L'initiative individuelle doit donc se substituer à la carence des pouvoirs publics : tout terrain, tout espace, grand ou petit, présente un intérêt écologique à protéger.

C'est pourquoi l'ASPAS propose d'interdire la chasse chez soi en créant un « Refuge ASPAS ».

Avec plus de 1600 Refuges ASPAS créés partout en France, ce sont des milliers d'hectares de nature protégée rendue à la faune, à la flore, et à ceux qui souhaitent les préserver.

La réglementation sur la chasse en France est particulièrement complexe et obscure. Ce document est destiné à vous aider à interdire la chasse chez vous et créer un Refuge ASPAS.



100% recyclé

Membre du Bureau Européen de l'Environnement - Bruxelles

Association reconnue d'utilité publique par arrêté préfectoral du 11 décembre 2008 (JORF n°0067 du 20/03/09)



04 75 25 10 00 - Fax. 04 75 76 77 58



BP 505 - 26401 CREST Cedex - France

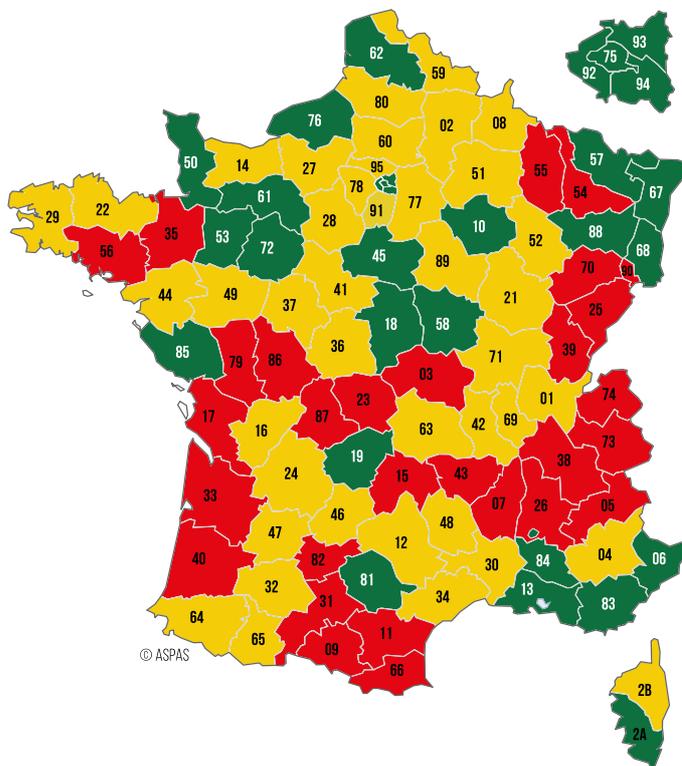


contact@aspas-nature.org
www.aspas-nature.org

L'ASPAS VOUS AIDE À DETERMINER COMMENT INTERDIRE LA CHASSE CHEZ VOUS

Les démarches et délais pour parvenir à cette interdiction diffèrent selon que les chasseurs de la commune sont organisés en ACCA (Association Communale de Chasse Agréée, issue de la loi dite « Verdeille ») ou en une simple société/amicale/association de chasse (issue de la loi 1901). Dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, la chasse est gérée par la commune.

Pour connaître la procédure à suivre pour interdire la chasse chez vous, il vous faut donc en 1^{er} lieu déterminer comment la chasse est organisée sur votre commune



© ASPAS

ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX SAUVAGES



CARTE DES DÉPARTEMENTS RÉGIS PAR LA LOI VERDEILLE

- ACCA obligatoire sur toutes les communes**
Certaines ne respectent pas cette obligation : renseignement nécessaire en mairie
- ACCA sur certaines communes**
Création à la discrétion de chaque commune : renseignement nécessaire en mairie
- Aucune ACCA**
L'existence d'une ACCA est impossible, les chasseurs sont souvent organisés en « société de chasse »
- La chasse est gérée par la commune**
Seuls les terrains hermétiquement clôturés ou de plus de 25 ha peuvent être interdits à la chasse



TABLE DES MATIERES

	2
<i>Si les chasseurs sont organisés en société / amicale / association de chasse - Association « de type 1901 »</i>	4
<i>Si les chasseurs sont organisés en ACCA - Association Communale de Chasse Agréée -</i>	6
<i>En zone ACCA, vos parcelles sont intégralement situées dans un rayon de 150 mètres autour d'une habitation (la vôtre ou non)</i>	7
<i>En zone ACCA, vos parcelles se situent ou s'étendent au-delà d'un rayon de 150 mètres autour d'une habitation : Vous souhaitez créer un refuge partiel</i>	8
<i>En zone ACCA, vous souhaitez retirer vos terrains du territoire de chasse de l'ACCA et placer votre entière propriété en Refuge ASPAS</i>	9
<i>Si vos terrains sont situés dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin ou du Haut-Rhin</i>	15
<i>ANNEXES</i>	17

Si les chasseurs sont organisés en société / amicale / association de chasse - Association « de type 1901 »

Sur ces communes, le droit de chasser appartient au propriétaire ou au locataire :

« Nul n'a la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit ».

[Article L. 422-1 du code de l'environnement](#)

Les chasseurs ne devraient pas venir chasser chez vous sans votre consentement. Mais la jurisprudence (les juges soumis à cette question) considère que le consentement est présumé :

"La loi qui ne permet la chasse sur le terrain d'autrui qu'autant qu'elle a lieu avec le consentement du propriétaire n'exige pas que ce consentement soit exprès"

[arrêt Cass., ass.plén., 12 juin 1846 : DP 1846. 4 64.](#)

"L'autorisation tacite de chasse découle de l'exercice de la chasse au vu et au su du propriétaire"

[Paris 12 janv. 1963 : JCP 1963. IV 4083.](#)

Un propriétaire qui ne dit rien est alors présumé donner son consentement. Pour interdire la chasse, le propriétaire est donc contraint d'exprimer clairement son "non-consentement" à laisser chasser en :

- Le signifiant à l'association de chasse locale
- Apposant des panneaux « chasse interdite » sur le terrain.

A défaut, une plainte pour "chasse sur autrui" sera vouée à l'échec.

La mise en refuge ASPAS permet d'exprimer ce non-consentement et donc d'interdire la chasse

- Nous écrivons au président de l'association de chasse pour l'informer de votre refus de laisser chasser, charge à lui d'en informer tous ses adhérents
- Nous vous proposons des panneaux « REFUGE ASPAS – chasse interdite » pour matérialiser votre opposition à la chasse sur votre terrain.

A réception de votre dossier comprenant les documents suivants parfaitement complétés, nous effectuerons les démarches pour créer le refuge :

- [La Convention de Refuge ASPAS](#) - cocher la case « *Une société de chasse, association de type « loi 1901 »* » et renseigner les informations demandées (un dossier incomplet impliquera un délai de traitement plus long)
- [Les Modalités de mise en Refuge](#) - adhésion, frais de dossier, commande de panneaux
- Votre règlement par chèque

Dossier à adresser à ASPAS – 928 chemin de Chauffonde - CS 50505 - 26401 CREST Cedex

Si vous êtes locataire de terrains au terme d'un bail rural, vous êtes titulaire du **droit de chasser** (c'est-à-dire le droit d'exercer l'activité de chasse personnellement), mais le propriétaire reste titulaire du **droit de chasse** (droit d'exploiter l'activité de chasse) et peut chasser sur les terrains lui appartenant, ou louer le droit de chasser à des tiers.

Pour interdire la chasse sur des biens loués via un bail rural, le propriétaire et le locataire doivent manifester leur non-consentement à laisser chasser sur les terrains loués : les deux doivent signer la convention de Refuge ASPAS

Si les chasseurs sont organisés en ACCA - Association Communale de Chasse Agréée -

Lorsqu'une ACCA existe, les chasseurs ont le droit de chasser sur l'ensemble du territoire de chasse de l'ACCA, ce dernier étant constitué de tous les terrains situés sur la commune, à l'exception de ceux :

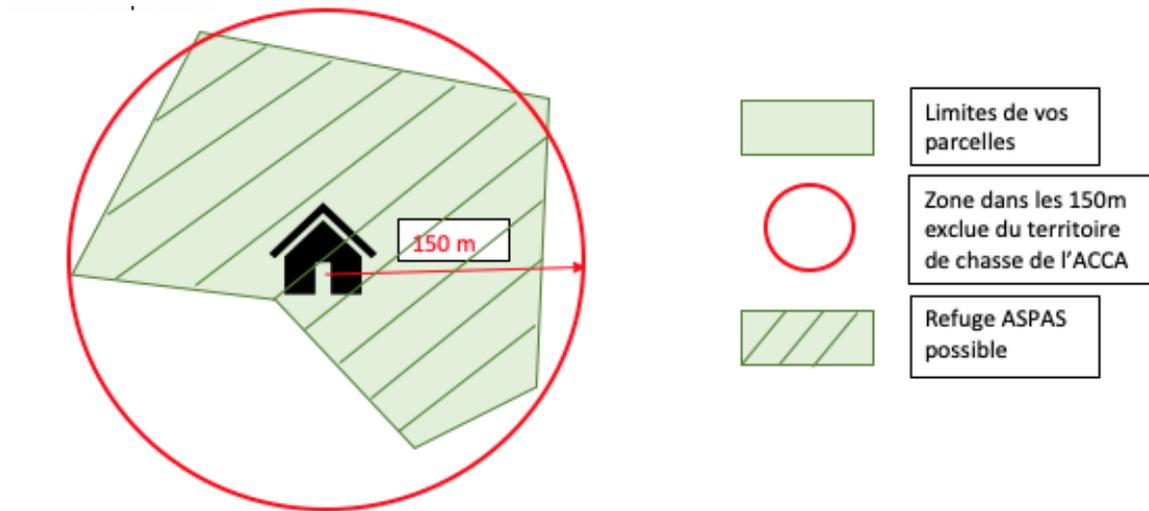
- 1° Situés dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ;*
- 2° Entourés d'une clôture telle que définie par l'article L. 424-3 ;*
- 3° Ayant fait l'objet de l'opposition des propriétaires ou détenteurs de droits de chasse sur des superficies d'un seul tenant supérieures aux superficies minimales mentionnées à l'article L. 422-13 ;*
- 4° Faisant partie du domaine public de l'Etat, des départements et des communes, des forêts domaniales ou des emprises de Réseau ferré de France et de la Société nationale des chemins de fer français ;*
- 5° Ayant fait l'objet de l'opposition de propriétaires, de l'unanimité des copropriétaires indivis qui, au nom de convictions personnelles opposées à la pratique de la chasse, interdisent, y compris pour eux-mêmes, l'exercice de la chasse sur leurs biens, sans préjudice des conséquences liées à la responsabilité du propriétaire, notamment pour les dégâts qui pourraient être causés par le gibier provenant de ses fonds.*
Lorsque le propriétaire est une personne morale, l'opposition peut être formulée par le responsable de l'organe délibérant mandaté par celui-ci.

[Article L. 422-10 du code de l'environnement](#)

Pour un terrain appartenant à un particulier, les membres de l'ACCA n'ont donc pas le droit de chasser sur :

- Les parcelles ou parties de parcelles situées dans un rayon de 150 mètres autour d'une habitation (mais le propriétaire de l'habitation a lui le droit de chasser dans cette zone si les parcelles lui appartiennent)
- Les parcelles entourées d'une clôture « *continue et constante faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins et empêchant complètement le passage du gibier à poil et celui de l'homme* »
- Les parcelles ayant été retirées du territoire de l'ACCA

En zone ACCA, vos parcelles sont intégralement situées dans un rayon de 150 mètres autour d'une habitation (la vôtre ou non)



La chasse est déjà interdite aux membres de l'ACCA.

Si les chasseurs ne respectent pas cette interdiction, vous pouvez créer un Refuge ASPAS pour bénéficier du soutien de l'ASPAS et apposer des panneaux « Refuge ASPAS - chasse interdite »

La mise en refuge ASPAS aide à faire respecter l'interdiction de chasser dans les 150 mètres

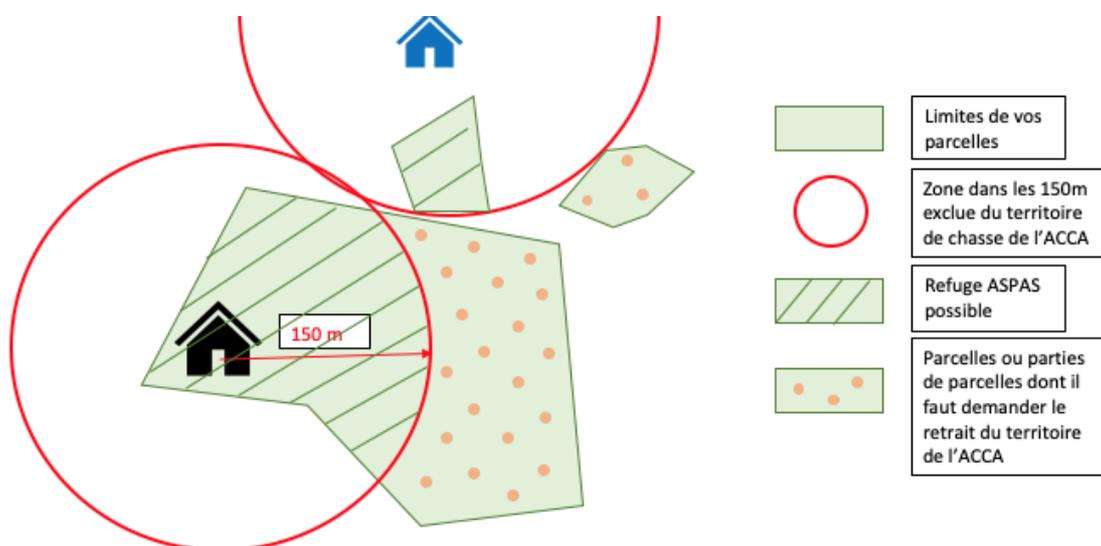
- Nous écrivons au président de l'ACCA pour lui rappeler l'interdiction de chasser sur cette zone, charge à lui d'en informer tous ses adhérents.
- Nous vous proposons des panneaux « REFUGE ASPAS – chasse interdite » pour matérialiser les limites de l'interdiction de chasser sur cette zone.

A réception de votre dossier comprenant les documents suivants parfaitement complétés, nous effectuerons les démarches pour créer le refuge :

- [La Convention de Refuge ASPAS](#) - cocher les cases « Une Association Communale de Chasse Agréée (ACCA) » et « comprises dans un rayon de 150 m » et renseigner les informations demandées (un dossier est incomplet impliquera un délai de traitement plus long)
- [Les Modalités de mise en refuge](#) - adhésion, frais de dossier, commande de panneaux
- Votre règlement par chèque

Dossier à adresser à ASPAS – 928 chemin de Chauffonde - CS 50505 - 26401 CREST Cedex

En zone ACCA, vos parcelles se situent ou s'étendent au-delà d'un rayon de 150 mètres autour d'une habitation : Vous souhaitez créer un refuge partiel



La chasse est interdite aux membres de l'ACCA dans les seules zones situées dans les 150 mètres.

Les autres doivent être retirées du territoire de chasse de l'ACCA avant de pouvoir être placées en Refuge ASPAS. Cette démarche peut être longue (cf. ci-après).

En attendant, vous pouvez créer un Refuge ASPAS **sur les seules parcelles ou parties de parcelles** situées dans les 150 mètres d'une habitation pour bénéficier du soutien de l'ASPAS et apposer des panneaux « Refuge ASPAS - chasse interdite ».

La mise en Refuge ASPAS aide à faire respecter l'interdiction de chasser sur vos terrains dans les 150 mètres d'une habitation

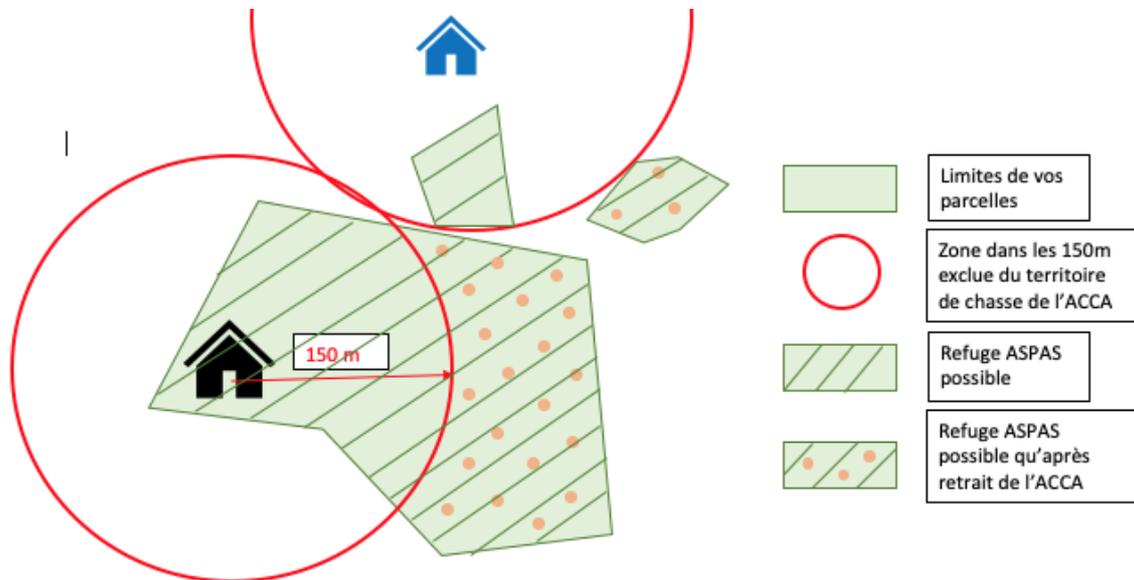
- Nous écrivons au président de l'ACCA pour lui rappeler l'interdiction de chasser sur cette zone, charge à lui d'en informer tous ses adhérents.
- Nous vous proposons des panneaux « REFUGE ASPAS – chasse interdite » pour matérialiser les limites de l'interdiction de chasser sur cette zone.

A réception de votre dossier comprenant les documents suivants parfaitement complétés, et en nous précisant que, dans un 1^{er} temps, vous ne souhaitez créer un refuge que pour cette portion de votre propriété, nous effectuerons les démarches pour créer le refuge :

- [La Convention de Refuge ASPAS](#) - cocher les cases « Une Association Communale de Chasse Agréée (ACCA) » et « comprises dans un rayon de 150 m », et renseigner les informations demandées (un dossier incomplet impliquera un délai de traitement plus long)
- [Les Modalités de mise en refuge](#) - adhésion, frais de dossier, commande de panneaux
- Votre règlement par chèque

Dossier à adresser à ASPAS – 928 chemin de Chauffonde - CS 50505 - 26401 CREST Cedex

En zone ACCA, vous souhaitez retirer vos terrains du territoire de chasse de l'ACCA et placer votre entière propriété en Refuge ASPAS



Pour les parcelles situées au-delà de 150 mètres de toute habitation, vous devez, pour interdire la chasse, et avant de pouvoir les placer en Refuge ASPAS, demander leur retrait du territoire de chasse de l'ACCA en raison de vos convictions personnelles opposées à la pratique de la chasse.

A réception de la décision actant de ce retrait, vous pourrez créer un Refuge ASPAS sur **l'ensemble de votre propriété** pour bénéficier du soutien de l'ASPAS et apposer des panneaux « Refuge ASPAS - chasse interdite ».

Nous vous expliquons ci-après comment effectuer ce retrait.

Demander le retrait de vos parcelles du territoire de chasse de l'ACCA en raison de vos convictions personnelles opposées à la pratique de la chasse

Par qui ?

Cette demande doit être effectuée par le propriétaire ou l'unanimité des copropriétaires indivis. Ni le locataire, ni l'ASPAS ne peuvent effectuer cette démarche.

*L'association communale est constituée sur les terrains autres que ceux : (...)
5° Ayant fait l'objet de l'opposition de propriétaires, de l'unanimité des copropriétaires indivis qui, au nom de convictions personnelles opposées à la pratique de la chasse, interdisent, y compris pour eux-mêmes, l'exercice de la chasse sur leurs biens, sans préjudice des conséquences liées à la responsabilité du propriétaire, notamment pour les dégâts qui pourraient être causés par le gibier provenant de ses fonds.
Lorsque le propriétaire est une personne morale, l'opposition peut être formulée par le responsable de l'organe délibérant mandaté par celui-ci.*

[Article L. 422-10 du code de l'environnement](#)

Auprès de qui ?

C'est, depuis 2019, le président de la fédération départementale des chasseurs de votre département qui est chargé de la gestion du territoire des ACCA.

(...) La personne qui la formule la notifie au président de la fédération départementale des chasseurs. (...)

[Article L422-18 du Code de l'environnement](#)

Quand ?

Vous pouvez adresser votre demande à tout moment, mais le retrait ne sera effectif, et donc la chasse interdite, qu'à la date de révision du territoire de l'ACCA.

Cette révision n'a lieu que tous les 5 ans, à la date anniversaire de l'agrément de l'ACCA, date qui est propre à chaque commune. Si votre terrain s'étend sur plusieurs communes, les dates de révision seront différentes.

Pour connaître cette date, vous devez vous adresser à la fédération des chasseurs de votre département, et demander quelle est « *la prochaine date de révision du territoire de l'ACCA de la commune de XX* ».

Votre demande devra être effectuée au moins 6 mois avant cette date de révision.

L'opposition formulée en application du 3° ou du 5° de l'article L. 422-10 prend effet à l'expiration de la période de cinq ans en cours, sous réserve d'avoir été notifiée six mois avant le terme de cette période. A défaut, elle prend effet à l'expiration de la période suivante. (...)

[Article L.422-18 du Code de l'environnement](#)

Exemple : le territoire de l'ACCA sera révisé le 26 juin 2021, votre demande doit parvenir au président de la fédération départementale des chasseurs avant le 26 décembre 2020. Si vous loupez cette échéance, votre terrain ne sera retiré qu'à la prochaine révision, soit en juin 2026...

Quoi ?

Votre demande doit, sous peine d'être rejetée, concerner toutes les parcelles dont vous êtes propriétaire sur cette commune.

Aucune condition de surface, ni de qualité, n'est exigée : petites, grandes, morcelées ou d'un seul tenant, contiguës ou non, forêts, champs, plans d'eau...

L'opposition mentionnée au 5° de l'article L. 422-10 est recevable à la condition que cette opposition porte sur l'ensemble des terrains appartenant aux propriétaires ou copropriétaires en cause.

Cette opposition vaut renonciation à l'exercice du droit de chasse sur ces terrains. Elle ne fait pas obstacle à l'application de l'article L. 415-7 du code rural. Dans ce cas, le droit de chasser du preneur subit les mêmes restrictions que celles ressortissant des usages locaux qui s'appliquent sur les territoires de chasse voisins et celles résultant du schéma départemental de gestion cynégétique visé à l'article L. 421-7.

[Article L.422-14 du code de l'environnement](#)

Notez qu'en l'application de cet article, l'interdiction de la chasse sur vos terrains ne serait pas opposable au locataire agricole de vos terrains, qui pourra, lui seul, continuer à chasser.

Comment ?

Vous trouverez en annexe un modèle de courrier demandant le retrait de vos terrains du territoire d'une ACCA « en raison de vos convictions personnelles opposées à la pratique de la chasse » :

- À compléter avec l'ensemble des parcelles dont vous êtes propriétaire sur la commune concernée
- À adresser au président de la fédération des chasseurs de votre département
- À envoyer en lettre recommandée avec accusé de réception (accusé à conserver précieusement)
- À accompagner d'un plan de situation, d'un justificatif notarial de propriété et d'un extrait cadastral
- À envoyer au moins 6 mois avant la date de révision du territoire de l'ACCA de votre commune.

L'opposition mentionnée à l'article L. 422-18 est formulée par les personnes mentionnées aux 3° et 5° de l'article L. 422-10, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par un envoi recommandé électronique au sens de l'article L. 100 du code des postes et des communications électroniques. A l'appui de leur demande, celles-ci joignent les justificatifs mentionnés au premier alinéa de l'article R. 422-24. (...)

[Article R.422-52 du code de l'environnement](#)

Le président de la fédération des chasseurs dispose de 4 mois pour instruire votre demande.

Si en pratique, nous avons constaté que les propriétaires reçoivent systématiquement un exemplaire de la décision de retrait, en théorie, les textes n'en font pas une obligation. La décision doit être publiée « au répertoire des actes officiels de la fédération départementale des chasseurs » et la liste des terrains soumis à l'action de l'association doit être affichée en mairie.

(...) Le président de la fédération départementale des chasseurs statue dans un délai de quatre mois, au cours duquel il consulte le président de l'association, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par un envoi recommandé électronique au sens de l'article L. 100 du code des postes et des communications électroniques. Le président de l'association communale de chasse agréée dispose d'un délai de deux mois pour émettre un avis.

La décision fait l'objet de la publicité prévue à l'article R. 422-35.

[Article R.422-52 du code de l'environnement](#)

A l'appui de leur opposition, les personnes mentionnées aux 3° et 5° de l'article L. 422-10 doivent joindre toute justification pour la détermination tant de la surface du territoire intéressé que des droits de propriété dont il est l'objet.(...)

[Article R.422-24 du code de l'environnement](#)

Signalisation par des panneaux sur le terrain

L'interdiction de la chasse doit être matérialisée sur le terrain par la mise en place de panneaux. Les panneaux « Refuge ASPAS-Chasse interdite » permettent de remplir cette obligation. Aucun texte réglementaire n'impose de nombre ni de distance entre chaque panneau. Nous vous conseillons de les placer aux entrées principales du terrain et sur le pourtour de manière à ce que nul ne puisse ignorer qu'il pénètre sur un terrain interdit à la chasse.

La personne ayant formé opposition est tenue de procéder à la signalisation de son terrain matérialisant l'interdiction de chasser.

[Article L.422-15 du code de l'environnement](#)

En cas de changement de propriétaire :

Le retrait de l'ACCA en raison des convictions personnelles opposées à la pratique de la chasse du propriétaire est par définition personnel et ne peut être transmis. En cas de changement de propriétaire (vente, succession), le nouveau propriétaire doit confirmer l'opposition de conscience dans les 6 mois suivant l'acquisition, sinon, les terrains seront réintégrés dans le territoire de chasse de l'ACCA et il devra faire une nouvelle demande de retrait à la prochaine date de révision de l'ACCA.

Si vous venez d'acquérir, ou envisagez d'acquérir un terrain, il est ainsi important de savoir si le précédent propriétaire avait effectué un tel retrait afin de confirmer votre opposition dans les temps. A l'inverse, si vous avez effectué ce retrait et vendez votre propriété, il est important d'en informer l'acquéreur pour qu'il puisse confirmer l'opposition si telles sont ses convictions.

Si l'acquéreur d'un terrain exclu du territoire de l'association communale de chasse agréée en application du 5° de l'article L. 422-10 n'a pas, dans les conditions prévues

à l'article L. 422-19, notifié au président de la fédération départementale des chasseurs, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par un envoi recommandé électronique au sens de l'article L. 100 du code des postes et des communications électroniques, son intention de maintenir cette opposition, le terrain est, par décision du président de la fédération départementale des chasseurs, à la diligence du président de l'association communale de chasse agréée, incorporé dans le territoire de celle-ci. Le président de la fédération départementale des chasseurs informe préalablement le nouveau propriétaire de la demande du président de l'association communale de chasse agréée et recueille ses observations.

[Article R.422-56 du code de l'environnement](#)

Dégâts / régulation des nuisibles

En tant que propriétaire, opposé au nom de vos convictions à la chasse, vous êtes en théorie tenu « de procéder ou de faire procéder à la destruction des animaux nuisibles et à la régulation des espèces présentes » sur votre fonds qui causent des dégâts aux propriétés voisines.

Les chasseurs menacent ainsi souvent les propriétaires opposants à la chasse d'engager leur responsabilité financière et leur responsabilité civile. Dans les faits, cette possibilité est difficilement mise en œuvre (ça n'est jamais arrivé en 40 ans d'ASPAS !), car il faudrait que la victime prouve :

- Qu'elle a subi un dommage
- Que ce dommage a été causé par des animaux provenant de votre fonds (difficile à prouver s'agissant par exemple des sangliers dont le domaine vital couvre 500 à 3 000 hectares)
- Que vous avez commis une faute : que le gibier s'est développé de manière excessive par votre faute. Le seul fait de ne pas chasser ne suffit pas à établir cette faute, mais les attirer sur votre fonds ou favoriser leur multiplication oui.

Le seul cas dont nous avons connaissance où l'absence de chasse a été considérée comme fautive, concernait des lapins. En effet, il est facile d'établir leur provenance et leur prolifération si des terriers sont nombreux sur un terrain.

S'il est difficile de mettre en œuvre la responsabilité civile du propriétaire opposant à la chasse, les chasseurs obtiennent en revanche facilement le droit d'organiser des battues administratives sur ces mêmes terrains et pour ces mêmes motifs (dégâts causés par des animaux venant d'un terrain non chassé où ils seraient en surnombre). Les préfets ont en effet une oreille complaisante à ce type de demande. Pour vous en prémunir, et si les chasseurs vous menacent d'une telle demande, vous pouvez prendre les devants en organisant régulièrement ce que vous pouvez appeler des « battues de décantonement » : parcourir votre terrain en faisant du bruit pour « déranger » les animaux et empêcher qu'ils se « cantonnent » chez vous. Vous pouvez tenir un « journal » de ces opérations qui vous servira à démontrer que vous mettez tout en œuvre pour que les animaux ne prolifèrent pas chez vous.

Bien sûr, ça n'est pas l'objet d'un refuge où nous souhaitons justement que les animaux trouvent un havre de paix, mais toujours plus acceptable qu'une battue chez vous...

(...) Le propriétaire ou le détenteur du droit de chasse ayant fait opposition est tenu de procéder ou de faire procéder à la destruction des animaux nuisibles et à la régulation des espèces présentes sur son fonds qui causent des dégâts.

[Article L.422-15 du code de l'environnement](#)

A savoir également, si vous êtes agriculteur, la fédération départementale des chasseurs refusera probablement d'indemniser les dégâts de grand gibier que vous pourriez subir sur vos cultures.

Passage des chiens

Des dispositions particulières sont applicables au passage des chiens courant sur un terrain en opposition. Vous trouverez en annexe notre fiche développant cette problématique

(...) Le passage des chiens courants sur des territoires bénéficiant du statut de réserve ou d'opposition au titre des 3° et 5° de l'article L. 422-10 ne peut être considéré comme chasse sur réserve ou chasse sur autrui, sauf si le chasseur a poussé les chiens à le faire.

[Article L.422-15 du code de l'environnement](#)

Lorsque vos terrains auront été retirés de l'ACCA, nous pourrons placer en Refuge ASPAS l'ensemble de vos parcelles. Si vous aviez déjà créé un refuge dans les 150m, nous devrons refaire un refuge avec toutes vos parcelles. Merci alors de nous adresser un nouveau dossier !

La mise en refuge ASPAS aide à faire respecter l'interdiction de chasser

- Nous écrivons au président de l'ACCA pour lui rappeler l'interdiction de chasser sur cette zone, charge à lui d'en informer tous ses adhérents.
- Nous vous proposons des panneaux « REFUGE ASPAS – chasse interdite » pour matérialiser les limites de l'interdiction de chasser sur cette zone.

A réception de votre dossier comprenant les documents suivants parfaitement complétés nous effectuerons les démarches pour créer le refuge :

- [La Convention de Refuge ASPAS](#) - cocher les cases « *Une Association Communale de Chasse Agréée (ACCA)* » et « *retiré du territoire de l'ACCA par décision ci-jointe* » et renseigner les informations demandées
- [La décision de retrait de l'ACCA du préfet si date d'avant 2019](#), du président de la fédération départementale des chasseurs sinon
- [Les Modalités de mise en refuge](#) - adhésion, frais de dossier, commande de panneaux
- Votre règlement par chèque

ATTENTION : un dossier incomplet impliquera un délai de traitement plus long.

[Dossier à adresser à ASPAS – 928 chemin de Chauffonde - CS 50505 - 26401 CREST Cedex](#)

Si vos terrains sont situés dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin ou du Haut-Rhin

Dans les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et de la Moselle, le droit local diffère de celui applicable dans le reste du pays, notamment en matière de chasse.

Dans ces départements, la chasse est administrée par la commune au nom et pour le compte des propriétaires. Le ban communal est divisé en lots, loués aux chasseurs par adjudication, et le produit de cette location est reversé aux propriétaires à proportion de la surface de leurs terrains.

Certains terrains peuvent être exclus de ce territoire de chasse dans les cas suivants :

Les terrains d'au moins 25 hectares d'un seul tenant ayant fait l'objet d'une réserve par le propriétaire.

Par cette démarche, le propriétaire se réserve -à lui seul- le droit de chasser, ce qui revient s'il est non-chasseur, à interdire la chasse chez lui.

Le propriétaire peut se réserver l'exercice du droit de chasse sur les terrains d'une contenance de vingt-cinq hectares au moins d'un seul tenant, sur les lacs et les étangs d'une superficie de cinq hectares au moins.

Les chemins de fer, voies de circulation ou cours d'eau n'interrompent pas la continuité d'un fonds, sauf en cas d'aménagements empêchant le passage du grand gibier.

L'existence, au 21 juin 1996, d'aménagements mentionnés à l'alinéa précédent n'est pas opposable aux propriétaires ayant exercé leur droit de réserve antérieurement à cette même date.

[Article L. 429-4 du code de l'environnement](#)

La déclaration de la volonté de réserver son droit de chasse doit être réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 429-6 du code de l'environnement par déclaration écrite au maire, dans les 10 jours qui suivent la publication de la décision prévue à l'article L. 429-13 du code de l'environnement. Cette déclaration de réserve devra être réitérée à chaque renouvellement des lots.

Les propriétaires qui veulent se réserver l'exercice du droit de chasse en application de l'article L. 429-4 ou qui souhaitent bénéficier du droit de priorité pour louer le droit de chasse sur les terrains enclavés en application de l'article L. 429-17 en avisent le maire par une déclaration écrite dans les dix jours suivant la date de publication de la décision prévue à l'article L. 429-13.

Lorsque les fonds réservés ou enclavés sont situés sur plusieurs territoires communaux, la déclaration est adressée au maire de chacune de ces communes.

Le produit de la location de la chasse est abandonné à la commune lorsqu'il en a été expressément décidé ainsi par les deux tiers au moins des propriétaires représentant les deux tiers au moins des fonds situés sur le territoire communal et soumis aux dispositions de la présente section.

La décision relative à l'abandon du loyer de la chasse à la commune est prise à la double majorité requise à l'alinéa précédent soit dans le cadre d'une réunion de propriétaires intéressés, soit dans le cadre d'une consultation écrite de ces derniers.

La décision d'abandonner ou non le loyer de la chasse est publiée. Elle est valable pour toute la durée de la période de location de la chasse.

Les terrains clôturés de façon hermétique aux animaux.

Dans ce cas, il n'y a pas de conditions de superficie, même la plus petite parcelle devient interdite à la chasse pour les personnes autres que le propriétaire et ses invités.

Les dispositions de l'article L. 429-2 ne sont pas applicables :

1° Aux terrains militaires ;

2° Aux emprises de la SNCF, de SNCF Réseau et de SNCF Voyageurs ;

3° Aux forêts domaniales ;

4° Aux forêts indivises entre l'Etat et d'autres propriétaires ;

5° Aux terrains entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les propriétés voisines.

Notez que la clôture doit empêcher le passage de toute espèce de gibier, même celles de toute petite taille, ce qui malheureusement n'est pas souhaitable pour la libre circulation des animaux.

Ainsi, depuis la loi du 2 février 2023, l'implantation de clôtures empêchant la circulation des animaux est réglementée par [l'article L. 372-1 du code de l'environnement](#) :

Dans les zones « naturelles ou forestières » ainsi désignées dans le PLU (Plan local d'Urbanisme), seules les clôtures installées il y a plus de 30 ans (avant février 1993) peuvent être conservées. Sauf dans les situations énumérées dans l'article, les nouvelles clôtures devront être perméables aux animaux (posées 30 centimètres au-dessus de la surface du sol et hauteur limitée à 1,20 mètre).

La mise en Refuge ASPAS ne sera possible que pour les terrains se trouvant dans l'une des deux situations exposées ci-avant :

- terrains d'au moins 25 hectares ayant fait l'objet d'une réserve par le propriétaire ou
- terrains clôturés de façon hermétique aux animaux, dans le respect de l'art. L.372-1 du code de l'environnement

Nous consulter pour l'établissement de la convention de Refuge ASPAS.

ANNEXES

1. Schéma - résumé / puis-je créer un refuge ASPAS ?
2. Modèle de courrier demandant le retrait de terrains du territoire d'une ACCA « *en raison de vos convictions personnelles opposées à la pratique de la chasse* »
3. Modèle de courrier demandant le maintien du retrait de terrains du territoire d'une ACCA « *en raison de vos convictions personnelles opposées à la pratique de la chasse* »
4. Convention de mise en Refuge ASPAS et Modalités de mise en refuge
5. Fiche « Passage des chiens en zone ACCA »
6. Fiche « Passage de chiens hors zone ACCA »
7. Fiche « Captures photos ou vidéo de chasseurs sur mon Refuge »